

Au Journal officiel du 29 décembre 2018 au 4 janvier 2019

07/01/2019

Au Journal officiel du 29 décembre 2018 au 4 janvier 2019

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 29 décembre 2018 :

- Décret n° 2018-1280 du 27 décembre 2018 portant **diverses dispositions relatives à l'aide juridique** . – *Modification de plusieurs textes non codifiés. - Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 17) ;*
- Décret n° 2018-1283 du 27 décembre 2018 portant **publication de l'amendement à l'annexe I de la convention internationale contre le dopage dans le sport, adopté à Paris le 15 novembre 2018** . – *Convention publiée par décret n° 2007-503 du 2 avril 2007 ;*
- Décret n° 2018-1287 du 27 décembre 2018 portant **modification du décret n° 2007-914 du 15 mai 2007 pris pour l'application du I de l'article 30 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** . – *Modification du Code de la sécurité intérieure et du décret n° 2007-914 du 15 mai 2007 ;*
- Décret n° 2018-1291 du 28 décembre 2018 portant **transfert de compétence entre juridictions de l'ordre administratif pris pour l'application de l'article 51 de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense** . – *Modification du Code de justice administrative. – Ce texte fixe la date d'entrée en vigueur du I de l'article 51 de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 au 1^{er} novembre 2019. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} novembre 2019 (cf. art. 7) ;*
- Décret n° 2018-1292 du 28 décembre 2018 pris pour **l'application de l'article 51 de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense et créant un recours administratif préalable obligatoire en matière de pensions militaires d'invalidité** . – *Modification du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} novembre 2019 (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2018-1294 du 27 décembre 2018 relatif à **l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé** . – *Modification du Code de la sécurité sociale ;*
- Décret n° 2018-1295 du 27 décembre 2018 relatif à la **composition du Conseil d'orientation des retraites** . – *Modification du Code de la sécurité sociale ;*
- Décret n° 2018-1297 du 28 décembre 2018 relatif au **parcours de bilan et intervention précoce pour les troubles du neuro-développement** . – *Modification du Code de la santé publique ;*
- Décret n° 2018-1299 du 28 décembre 2018 **modifiant les modalités de calcul de la prestation de référence de la compensation généralisée vieillesse** . – *Modification du Code de la sécurité sociale ;*
- Décret n° 2018-1301 du 26 décembre 2018 **abrogeant l'article 313 AV de l'annexe III au Code général des impôts relatif aux modalités d'acquittement des droits d'inscription à certains examens** . – *Modification du Code général des impôts. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2018-1302 du 27 décembre 2018 **modifiant l'article 313 BA de l'annexe III au Code général des impôts relatif aux modalités d'acquittement du droit de timbre relatif à la délivrance des passeports** . – *Modification du Code général des impôts. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 2) ;*

- Décret n° 2018-1303 du 28 décembre 2018 **modifiant le décret n° 2016-959 du 13 juillet 2016 relatif aux transferts d'actifs vers des engagements donnant lieu à constitution d'une provision de diversification** . – *Modification du décret n° 2016-959 du 13 juillet 2016* ;
- Décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018 relatif à la **conservation des droits à congés acquis au titre d'un compte épargne-temps en cas de mobilité des agents dans la fonction publique** . – *Modification de plusieurs textes non codifiés* ;
- Décret n° 2018-1312 du 28 décembre 2018 relatif au **contentieux de la sécurité sociale pour les régimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles** . – *Modification du Code rural et de la pêche maritime* . – *Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2019 (cf. art. 3)* ;
- Décret n° 2018-1313 du 28 décembre 2018 fixant la **valeur de service du point de retraite dans le régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles** . – *Modification du Code rural et de la pêche maritime* ;
- Décret n° 2018-1314 du 28 décembre 2018 **modifiant le décret n° 2015-844 du 10 juillet 2015 relatif au comité des opérateurs du réseau ferré national et à la charte du réseau** . – *Modification du Code des transports* ;
- Décret n° 2018-1316 du 27 décembre 2018 relatif au **calcul des aides au logement** ;
- Arrêté du 21 décembre 2018 portant **approbation du règlement du régime d'assurance invalidité-décès des travailleurs indépendants** ;
- Arrêté du 21 décembre 2018 relatif aux **prix des prestations de certains services d'aide et d'accompagnement à domicile** ;
- Arrêté du 21 décembre 2018 relatif aux **prix des prestations d'hébergement de certains établissements accueillant des personnes âgées** ;
- Arrêté du 21 décembre 2018 portant **composition du dossier de demande d'agrément des opérateurs de compétences prévu à l'article R. 6332-2 du Code du travail** . – *Abrogation de l'arrêté du 30 mai 2011* ;
- Arrêté du 21 décembre 2018 relatif aux **pièces nécessaires au contrôle de service fait mentionné à l'article R. 6332-26 du Code du travail** . – *Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2019 (cf. art. 2)* ;
- Arrêté du 27 décembre 2018 relatif au **calcul des aides personnelles au logement pour l'année 2019** . – *Modification de plusieurs textes non codifiés* ;
- Arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la **revalorisation des plafonds de ressources et des montants de réduction de loyer de solidarité applicables, modifiant l'arrêté du 27 février 2018 relatif à la réduction de loyer solidarité** . – *Modification de l'arrêté du 27 février 2018*.

Au JO du 30 décembre 2018 :

- LOI n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de **finances pour 2019** . – *Modification du Code général des impôts, du Code de la sécurité sociale, du Code du travail, du Code des douanes, du Code rural et de la pêche maritime, du Code du tourisme, du Code des transports, du Code de l'énergie, du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, du Livre des procédures fiscales, du Code du patrimoine, du Code général des collectivités territoriales, du Code de l'action sociale et des familles, du Code de la santé publique, du Code du sport, du Code de la construction et de l'habitation, du Code des assurances, du Code du cinéma et de l'image animée, du Code de l'environnement, du Code de commerce, du Code de*

l'éducation, du Code monétaire et financier, du Code général de la propriété des personnes publiques et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières ;

- Décret n° 2018-1318 du 28 décembre 2018 relatif aux **aides à l'acquisition ou à la location des véhicules peu polluants** . – *Modification du Code de l'énergie. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2018-1321 du 28 décembre 2018 relatif à la **recentralisation du revenu de solidarité active en Guyane et à Mayotte** . – *Modification du Code de l'action sociale et des familles. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 4) ;*
- Décret n° 2018-1322 du 28 décembre 2018 **modifiant le décret n° 2017-992 du 10 mai 2017 relatif à la caisse de prévoyance sociale de Saint-Barthélemy** . – *Modification du décret n° 2017-992 du 10 mai 2017 ;*
- Décret n° 2018-1325 du 28 décembre 2018 relatif à **l'expérimentation de dérogations au droit du travail dans le cadre de la mise en œuvre de prestations de suppléance à domicile du proche aidant et de séjours de répit aidants-aidés** ;
- Décret n° 2018-1327 du 28 décembre 2018 relatif aux **contributions dues à l'Autorité des marchés financiers** . – *Modification du Code monétaire et financier. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2018-1329 du 28 décembre 2018 relatif aux **montants et aux modalités d'alimentation du compte personnel de formation** . – *Modification du Code du travail. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 5) ;*
- Décret n° 2018-1330 du 28 décembre 2018 relatif aux **actions de formation et aux bilans de compétences** . – *Modification du Code du travail. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 4) ;*
- Décret n° 2018-1331 du 28 décembre 2018 relatif à **l'organisation et au fonctionnement de France compétences** . – *Modification du Code du travail et du décret n° 2017-870 du 9 mai 2017. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 5) ;*
- Décret n° 2018-1332 du 28 décembre 2018 relatif à **l'utilisation du compte personnel de formation dans le cadre d'un projet de transition professionnelle** . – *Modification du Code du travail et du décret n° 2015-1224 du 2 octobre 2015. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 4) ;*
- Décret n° 2018-1333 du 28 décembre 2018 relatif à la **gestion du compte personnel de formation par la Caisse des dépôts et consignations** . – *Modification du Code du travail. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 4) ;*
- Décret n° 2018-1334 du 28 décembre 2018 relatif aux **conditions d'agrément et de financement des entreprises adaptées ainsi qu'aux modalités d'accompagnement spécifique de leurs salariés en situation de handicap** . – *Modification du Code du travail. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2018-1335 du 28 décembre 2018 relatif aux **droits et aux obligations des demandeurs d'emploi et au transfert du suivi de la recherche d'emploi** . – *Modification du Code du travail, du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et du décret n° 2018-101 du 16 février 2018. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 10) ;*
- Décret n° 2018-1336 du 28 décembre 2018 relatif aux **conditions de mobilisation du compte personnel de formation par le salarié** . – *Modification du Code du travail. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 4) ;*

- Décret n° 2018-1337 du 28 décembre 2018 portant **extension et adaptation de la partie réglementaire du code du travail, et de diverses dispositions relatives au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte** . – *Modification du Code du travail, du Code de commerce, du Code de l'éducation, du Code de procédure pénale, du Code rural et de la pêche maritime, du Code général des collectivités territoriales.* – *Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières ;*
- Décret n° 2018-1338 du 28 décembre 2018 relatif aux **formations éligibles au titre du compte personnel de formation** . – *Modification du Code du travail.* – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 4) ;*
- Décret n° 2018-1339 du 28 décembre 2018 relatif aux **modalités d'organisation et de fonctionnement des commissions paritaires interprofessionnelles régionales et aux conditions d'ouverture et de rémunération des projets de transition professionnelle** . – *Modification du Code du travail.* – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2018-1341 du 28 décembre 2018 relatif aux **actions de formation et aux modalités de conventionnement des actions de développement des compétences** . – *Modification du Code du travail.* – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2018-1342 du 28 décembre 2018 relatif aux **modalités de prise en charge des dépenses par les sections financières des opérateurs de compétences prévues aux articles L. 6332-14 et L. 6332-17 du Code du travail** . – *Modification du Code du travail.* – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 4) ;*
- Décret n° 2018-1343 du 28 décembre 2018 relatif au **déplafonnement progressif de l'assiette servant au calcul de la participation des employeurs de onze salariés et plus au développement de la formation professionnelle continue à Mayotte** . – *Modification du décret n° 2018-1337 du 28 décembre 2018 ;*
- Décret n° 2018-1344 du 28 décembre 2018 relatif aux **contributions versées par certaines catégories d'employeurs** . – *Modification du Code du travail.* – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux **modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage** . – *Modification du Code du travail.* – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2018-1346 du 28 décembre 2018 relatif au **taux et à l'assiette de la contribution versée par les établissements et services d'aide par le travail pour le financement du compte personnel de formation des travailleurs handicapés** . – *Modification du Code du travail ;*
- Décret n° 2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la **rémunération des apprentis** . – *Modification du Code du travail ;*
- Décret n° 2018-1348 du 28 décembre 2018 relatif à **l'aide unique aux employeurs d'apprentis** . – *Modification du Code du travail et du décret n° 2015-773 du 29 juin 2015.* – *Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2018-1349 du 28 décembre 2018 relatif aux **montants des droits acquis au titre du compte d'engagement citoyen** . – *Modification du Code du travail.* – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 8) ;*
- Décret n° 2018-1350 du 28 décembre 2018 relatif à la **publication sous forme électronique des informations portant sur les valeurs foncières déclarées à l'occasion des mutations immobilières** . – *Modification du Livre des procédures fiscales ;*

- Décret n° 2018-1352 du 28 décembre 2018 relatif à **l'expérimentation du référent unique** ;
- Décret n° 2018-1353 du 28 décembre 2018 relatif au **cantonement de l'indisponibilité des sommes laissées au compte en cas de saisie administrative à tiers détenteur** . – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2018-1356 du 28 décembre 2018 relatif à la **mise en œuvre de la réduction générale des cotisations et contributions sociales à la charge des employeurs** . – *Modification du Code de la sécurité sociale. – Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières ;*
- Décret n° 2018-1357 du 28 décembre 2018 relatif aux **modalités d'application de certains dispositifs d'exonérations ciblées de cotisations sociales** . – *Modification du Code rural et de la pêche maritime, du Code de la sécurité sociale et du Code du travail ;*
- Décret n° 2018-1359 du 28 décembre 2018 relatif aux **conditions matérielles d'accueil** . – *Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 4) ;*
- Décret n° 2018-1365 du 28 décembre 2018 relatif aux **prêts ne portant pas intérêt consentis pour financer la primo-accession à la propriété** ;
- Décret n° 2018-1360 du 28 décembre 2018 portant **aménagement des dispositions relatives au diplôme de comptabilité et de gestion, au diplôme supérieur de comptabilité et de gestion et au diplôme d'expertise comptable** . – *Modification du Code de l'éducation et du décret n° 2012-432 du 30 mars 2012. – Ce texte entre en vigueur à compter des sessions 2020 (cf. art. 3) ;*
- Arrêté du 28 décembre 2018 fixant, à compter du 1^{er} janvier 2019, le **montant de l'allocation viagère définie par l'article 133 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016** . – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 1^{er}) ;*
- Arrêté du 21 décembre 2018 relatif à la **fixation du taux de l'intérêt légal** ;
- Arrêté du 26 décembre 2018 portant **homologation des règlements de l'Autorité des normes comptables n° 2018-03 du 12 octobre 2018, n° 2018-04 du 12 octobre 2018, n° 2018-05 du 12 octobre 2018, n° 2018-06 du 5 décembre 2018, n° 2018-07 du 10 décembre 2018, n° 2018-08 du 11 décembre 2018** ;
- Arrêté du 26 décembre 2018 relatif à **l'actualisation annuelle des tarifs au mètre carré pour le calcul de la taxe pour la création de locaux à usage de bureaux, de locaux commerciaux et de locaux de stockage en région d'Île-de-France (articles L. 520-1 et L. 520-8 du Code de l'urbanisme)** ;
- Arrêté du 28 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 29 juillet 1987 relatif aux **plafonds de ressources des bénéficiaires de la législation sur les habitations à loyer modéré et des nouvelles aides de l'État en secteur locatif** . – *Modification de l'arrêté du 29 juillet 1987 ;*
- Arrêté du 28 décembre 2018 établissant la **liste des ports autour desquels pourront être diligentés des contrôles d'identité en application de l'alinéa 10 nouveau de l'article 78-2 du Code de procédure pénale et des vérifications de titres en application de l'alinéa 2 nouveau de l'article 67 quater du Code des douanes** ;
- Arrêté du 27 décembre 2018 **portant fixation des taux des taxes fiscales affectées aux centres techniques industriels et aux comités professionnels de développement économique** ;
- Arrêté du 27 décembre 2018 pris pour **l'application de l'article 242 bis du Code général des impôts** . – *Modification du Code général des impôts.*

La Rédaction législation

© LexisNexis SA